

## FAITS MARQUANTS DES OS 34 ET DES GTS : JEUDI, 9 JUIN 2011

Dans la matinée, la séance plénière d'ouverture du SBTA s'est réunie. La séance plénière d'ouverture du SBI a eu lieu dans l'après-midi et dans la soirée. Dans la matinée et dans l'après-midi s'est tenu l'atelier de l'AWG-LCA sur l'atténuation par les pays développés. Un groupe de contact et diverses réunions informelles se sont également tenus dans le cadre de l'AWG-LCA tout au long de la journée sur des questions parmi lesquelles la technologie, l'adaptation et une vision commune.

### SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE DU SBSTA

Jeudi matin, Le Président du SBSTA Mama Konaté (Mali) a présenté l'ordre du jour provisoire révisé (FCCC/SBSTA/2011/L.1). Il a noté l'aboutissement positif des consultations sur l'ordre du jour proposé sur la REDD et l'entente visant à modifier le titre pour, directive méthodologique pour les activités liées à REDD +.

Pour ce qui est de l'ordre du jour proposé sur un forum sur l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte, le Président du SBSTA, Konaté a parlé d'es consultations intenses et de l'absence d'une formulation acceptable. Notant l'objection de la Bolivie à la référence à la Décision 1/CP.16 (résultat des travaux de l'AWG-LCA), il a déclaré que les Présidents du SBI et du SBSTA réuniront le forum sous leur responsabilité à la SB 34 et 35, indifféremment de l'entente sur le titre. Il a expliqué que l'objectif de ce forum sera d'élaborer un programme de travail pour faire face à ces impacts en vue de l'adoption de modalités pour l'opérationnalisation du programme de travail, et pour un éventuel forum sur les mesures de riposte. Il a précisé que le forum fonctionnera comme un groupe de contact.

Les Parties ont ensuite adopté l'ordre du jour proposé et l'organisation des travaux, étant entendu que les consultations se poursuivront sur les nouveaux points de l'ordre du jour sur les ressources en eau, le carbone bleu, l'agriculture et les droits de la nature et les écosystèmes. Les Parties ont également convenu que le rapport de la réunion précisera que "la décision 1/CP.16 avait été adoptée en dépit de l'opposition formelle et explicite d'un État partie."

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE NAIROBI SUR LES IMPACTS, LA VULNÉRABILITÉ ET L'ADAPTATION (PNT):** Sur ce point (FCCC/SBSTA/2011/INF.2 et MISC.3), les parties ont convenu d'établir un groupe de contact coprésidé par Kishan Kumarsingh (Trinité-et-Tobago) et Don Lemmen (Canada).

**DIRECTIVES MÉTHODOLOGIQUES POUR LES ACTIVITÉS LIÉES A REDD +:** Konaté, le Président du SBSTA, a expliqué que la décision 1/CP.16 (résultat des travaux

de l'AWG-LCA) et l'appendice 2 (FCCC/CP/2010/7/Add.1) a établi un programme de travail du SBSTA sur les questions relatives à REDD +.

La BOLIVIE a insisté sur le fait que ce travail devrait également inclure d'autres questions. TUVALU a demandé que le travail ne se limite pas à l'appendice 2. Il s'est interrogé sur la déclaration du Président du SBSTA affirmant que les travaux du SBSTA informeront le travail sur l'UTCATF, et a souligné que l'UTCATF est considéré comme relevant de l'AWG-KP. Le Secrétariat a précisé que la discussion ne se limite pas à l'appendice 2 et que ce point de l'ordre du jour porte sur les questions relatives au titre.

La plénière du SBSTA se réunira de nouveau vendredi.

### SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE DU SBI

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Le Président du SBI, Robert Owen-Jones (Australie), a informé les parties des modifications suivantes à l'ordre du jour provisoire (FCCC/SBI/2011/L.1) : le sous-point sur les informations contenues dans les communication nationale des parties non visées à l'Annexe I sera supprimé et inscrit à l'ordre du jour provisoire de la SBI 35 ; et 3 les sous-points 3(e) et 4 (e) sur la révision des lignes directrices pour la présentation des communications nationales, y compris les rapports biennaux des parties de l'Annexe I, et l'élaboration des lignes directrices pour les rapports biennaux dans le cadre des communications nationales des parties non visées à l'Annexe I, respectivement, ainsi que les notes de bas de page correspondantes, seront supprimés dans l'ordre du jour. Il a en outre précisé que pour ce qui est de la question sur un forum sur l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte, le SBI devra procéder de la même manière que le SBSTA, et convoquera un forum à la SB 34 et 35.

Les Parties ont ensuite adopté l'ordre du jour provisoire révisé tel que proposé et convenu de l'organisation des travaux (FCCC/SBI/2011/L.1/Rev.1).

La BOLIVIE a demandé une note de bas de page dans l'ordre du jour provisoire adopté indiquant que la décision 1/CP.16 avait été adoptée en dépit de l'opposition explicite d'une partie à la Convention. Le Président Owen-Jones a noté que cette demande sera reflétée dans le rapport de la réunion. Le MEXIQUE a déclaré que le rapport de la réunion devrait refléter ce qui s'est passé à Cancun. TUVALU et BARBADE se sont dit déçus en raison de la suppression des points 3 (e) et 4 (e) et ont demandé la confirmation que ces points seront examinés par l'AWG-LCA.

**DÉCLARATIONS D'OUVERTURE:** L'Argentine, au nom du G-77/CHINE, a souligné que les nouveaux processus nécessitant l'élaboration des nouvelles politiques, tout comme les questions non résolues, devront continuer à être examinés par l'AWG-LCA. Il a souligné les difficultés rencontrées par les pays en développement dans la préparation de leurs communications nationales, et mis l'accent sur les nouvelles obligations

contenues dans les Accords de Cancun. L'UE a exprimé sa déception par le fait qu'il n'y a pas eu des progrès sur le point de l'ordre du jour traitant du MRV dans le cadre du SBI et a indiqué qu'il attend avec intérêt les discussions de fond dans le cadre de l'AWG-LCA.

L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a souligné l'importance de questions, notamment, la mise en œuvre de l'Accord de siège et l'austérité budgétaire, et a indiqué qu'il attend avec intérêt les discussions sur les communications nationales et les inventaires nationaux en vertu de l'AWG-LCA. La République de Corée, au nom du GROUPE POUR L'INTEGRITÉ ENVIRONNEMENTALE, s'est dit favorable à une approche cohérente entre les travaux des Organes subsidiaires, car cela permettrait de réaliser des progrès significatifs sur des points tels que l'adaptation, la technologie, le MRV, les communications nationales des pays développés et des pays en développement, et le mécanisme de financement.

La représentante de Grenade, au nom de l'AOSIS, a demandé de se concentrer sans tarder sur un programme de travail sur les pertes et les dommages. Elle a souligné la nécessité d'éviter le double emploi avec l'AWG-LCA, et a demandé instamment de ne pas utiliser le SBI comme prétexte pour éviter les décisions difficiles qui doivent être prises dans le cadre de l'AWG-LCA. S'agissant de l'adaptation, la République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAIN, a mis l'accent sur: l'élaboration des modalités et des lignes directrices sur le processus pour permettre aux PMA de formuler et de mettre en œuvre des plans d'adaptation nationaux (PAN); des modalités et des lignes directrices pour les PAN des pays en développement en général; et l'achèvement du programme de travail sur les pertes et les dommages.

Le Guatemala, au nom du SYSTEME D'INTÉGRATION CENTRAMERICAIN (SICA), a déclaré que l'adaptation continue à être une priorité pour la région, et a souligné la nécessité d'évaluer les pertes et les dommages. La Gambie, au nom des PMA, a exprimé sa préoccupation concernant les problèmes qui entravent la mise en œuvre rapide des projets prévus dans les programmes nationaux d'adaptation, en particulier l'exigence de cofinancement, soulignant que cette mesure est inappropriée pour la mise en œuvre des activités urgentes prévues dans les PNA.

**QUESTIONS ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES ET INSTITUTIONNELLES: Exécution du budget de l'exercice biennal 2010-2011:** Le Secrétariat a présenté les questions (FCCC/SBI/2011/INF.3 et INF.5). Le Président du SBI, Owen-Jones, rédigera le projet de conclusions.

Budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013: Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC Christiana Figueres a présenté le point (FCCC/SBI/2011/2 et Add.s 1-3), mettant en relief la demande accrue et les contraintes budgétaires, considérés comme un défi majeur.

L'Australie a appuyé le budget proposé. Le Président du SBI, Owen-Jones, présidera un groupe de contact. Toshiaki Nagata (Japon) animera un sous-groupe sur le budget du journal des transactions internationales.

Mise en œuvre de l'Accord de siège: L'ALLEMAGNE fera rapport sur les progrès concernant les locaux du Secrétariat de la CCNUCC et l'achèvement du Centre international de Conférences prévu en 2013. Owen-Jones, le Président du SBI, animera les consultations informelles.

Privilèges et Immunités: Kunihiko Shimada (Japon) présidera un groupe de contact.

#### **DISPOSITIONS POUR LES RÉUNIONS**

**INTERGOUVERNEMENTALES:** Figueres, le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, a fait rapport sur les questions relatives à d'éventuelles réunions intersessions qui se tiendraient en septembre / octobre, et a rappelé que le Bureau avait convenu de la nécessité de ces réunions. Elle a déclaré que le Secrétariat a choisi les lieux possibles, mais qu'aucun soutien financier n'a été reçu. Figueres, le Secrétaire exécutif, a expliqué que si les contributions ou les engagements formels ne sont pas reçus au plus tard le 17 juin, il ne sera pas possible d'organiser des

sessions supplémentaires. L'AFRIQUE DU SUD a informé les parties que l'ambassadeur sud africain organisera une réunion publique samedi, pour répondre aux questions et aux préoccupations concernant les préparatifs de voyage pour la CdP 17.

Owen-Jones, le Président du SBI, présidera un groupe de contact sur ce point.

**MÉCANISME DE FINANCEMENT:** Ana Fornells de Frutos (Espagne) et Alexa Kleysteuber (Chili) co-présideront un groupe de contact.

**ARTICLE 6 DE LA CONVENTION** (éducation, formation et sensibilisation du public): Mohammed Chowdhury (Bangladesh) présidera un groupe de contact.

**DÉVELOPPEMENT ET TRANSFERT DES TECHNOLOGIES:** Carlos Fuller (Belize) et Zitouni Ould-Dada (UK) animeront les consultations informelles.

La plénière du SBI se réunira de nouveau vendredi

#### **ATELIER DE L'AWG-LCA**

L'atelier AWG-LCA sur l'atténuation par les pays développés a été animé José Alberto Garibaldi (Pérou).

Le représentant du Canada a souligné l'engagement de son pays à réduire d'ici 2020, les émissions nationales de 17%, par rapport aux niveaux de 2005, y compris l'UTCATF. Il a expliqué que, compte tenu de l'accroissement des émissions futures prévues, le niveau d'ambition du Canada se compare à celui des autres pays développés. Reconnaissant que les émissions de son pays ont augmenté depuis 1990, il a souligné qu'elles ont diminué de manière significative en 2009 en raison de la situation économique, et que l'on s'attend à ce que les mesures prises par le gouvernement contribuent à réduire l'accroissement prévu. Le Canada a souligné, entre autres: découplage de la croissance du produit intérieur brut (PIB), des émissions; les plans d'adopter une approche secteur par secteur de la réglementation, aligné sur les États-Unis le cas échéant; et des investissements importants dans la séquestration et stockage du carbone (CCS).

Le représentant de l'UE a fait observer que l'Union respecte son engagement en vertu du Protocole de Kyoto et que ses émissions sont en baisse tandis que son PIB est croît. Il a expliqué qu'il n'y aura pas de lacune dans les activités d'atténuation de l'Union après la première période d'engagement, que la nouvelle loi sur la mise en œuvre de 20% de l'objectif de réduction entrera en vigueur à partir de 2013. Faisant instamment appel à des efforts de collaboration, il a mis l'accent sur l'offre de l'UE d'augmenter l'objectif de réduction à 30%, et a souligné l'élévation du niveau d'ambition comme une opportunité en termes de sécurité énergétique, d'innovations, de croissance, d'emplois et d'avantages pour la santé. L'UE a souligné la nécessité de règles de comptabilités transparentes et de la création de nouveaux mécanismes de marché à Durban. Il a appelé à une action sur l'aviation internationale, le transport maritime et les hydrofluorocarbures, et a également exhorté tous les pays développés à respecter leurs engagements et à examiner les moyens d'intensifier les efforts.

La représentante de l'AOSIS a souligné que l'on envisage une élévation globale du niveau des mers de 0,9 à 1,6 mètres d'ici 2100. Elle a également souligné qu'en raison du report des unités de quantité attribuées excédentaires (UQA) de la première période d'engagement, et de les règles de l'UTCATF, les promesses actuelles des pays de l'Annexe I sont largement inférieures aux niveaux de réductions de 25 à 40% prévus dans le RE4 du GIEC, et plus loin encore de 45 % de réduction demandé par l'AOSIS. Pour combler cet écart, elle a suggéré, entre autres, une élévation du niveau d'ambition et d'action, la limitation de l'utilisation de l'UTCATF et pas de report des UQA excédentaires. Elle a déclaré qu'un programme de travail sur les moyens d'élever le niveau d'ambition des parties de l'Annexe I à Durban, les règles communes pour le MRV, l'efficacité économique des réductions d'émissions et le renforcement de la confiance entre les pays pourra contribuer à un accord juridiquement contraignant, considéré comme base pour une action collective.

Le représentant de la Suisse a présenté un exposé sur les mesures prises par son pays pour atteindre son objectif national de réduction des émissions de 20% par rapport aux de 1990, d'ici 2020, soulignant les débats parlementaires en cours sur, entre autres, les dispositions techniques pour les véhicules neufs, une taxe de dioxyde de carbone sur les huiles de chauffage, et la poursuite éventuelle de l'élaboration du système d'échange des émissions. Il a déclaré que son pays considérera une action collective dans le cadre des efforts sur l'atténuation, au moment de prendre la décision sur l'élévation du niveau d'ambition.

Le représentant de l'Irlande a présenté un exposé sur la part de son pays dans les promesses de l'UE. Il a déclaré qu'environ 28% des émissions de l'Irlande sont couverts par the Emissions Trading Scheme (ETS) de l'UE, que les 72% restants sont couverts par Effort-Sharing Decision de l'UE, et que l'objectif national de réduction des émissions de l'Irlande est de 20%, par rapport aux de 2005, d'ici 2020. Il a présenté les mesures appliquées pour réaliser cet objectif, notamment: une taxe du carbone et des lois sur la construction résidentielle qui visent à améliorer de 60% l'efficacité énergétique des nouvelles constructions de maisons et d'appartements.

Au cours des discussions qui ont suivi, le représentant du Canada a expliqué que financement de démarrage rapide pour les pays en développement constitue un volet important des actions internationales de son pays. En ce qui concerne le respect des engagements du Canada pendant la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, il a déclaré que le Canada continue à respecter les exigences en matière de rapport, et qu'il évaluera la poursuite de l'objectif au cours de la période d'ajustement. À propos de l'alignement sur les États-Unis, il a souligné que cela ne signifie pas que le Canada ne peut agir que lorsque les États-Unis en font autant. Pour ce qui est de la législation, il a déclaré que la législation actuelle sur l'environnement constitue une bonne base juridique pour l'action.

L'UE a noté que les annonces faites par le Japon, le Canada et la Fédération de Russie de ne pas s'engager dans une deuxième période d'engagement en vertu du Protocole de Kyoto constituent un pas en arrière qui influencera le contexte politique. Il a déclaré qu'il est peu probable que l'UE améliore son objectif d'une réduction de 30% avant Durban, puisque les questions pertinentes sont encore en négociation. En ce qui concerne la nature de l'objectif d'efficacité énergétique de l'UE, il a noté que les chefs d'État ont récemment déclaré leur intention d'atteindre l'objectif et la Commission européenne évaluera en 2012 la nécessité d'une législation pour la mettre en œuvre.

Les discussions se sont poursuivies dans l'après-midi. L'UE a déclaré que l'inclusion des émissions de l'aviation dans The Emissions Trading Scheme de l'UE à compter de 2012, ne sera pas préjudiciable à un système économique ouvert. Soulignant les défis pour les projets à petite échelle dans le cadre du MDP, il a appelé à un mécanisme de crédit sectoriel pour mobiliser les projets de petite envergure.

La Norvège a souligné son intention de devenir neutre en carbone d'ici 2030, et a expliqué que cela entraînera la réduction des émissions de 100% par rapport aux niveaux de 1990, grâce à des mesures nationales et à des mécanismes internationaux.

Notant que 77% des émissions de gaz à effet de serre de son pays provient du secteur de l'énergie, le représentant du Danemark a présenté la stratégie énergétique du pays pour 2050. Il a expliqué que la stratégie consiste à réduire l'utilisation de combustibles fossiles d'un tiers, à partir des niveaux de 2009, d'ici 2020. Parmi les principaux défis, il a mentionné la garantie de la sécurité énergétique et la nécessité de freiner le réchauffement global et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Dans sa présentation, la Bolivie a expliqué que la réalisation de la 2 ° C exigera une réduction des émissions de 14 gigatonnes, et que l'écart entre les engagements actuels et l'objectif varie entre 7,4 et 5,3 gigatonnes. Il a souligné qu'il n'y a pas de temps pour parvenir à un nouvel accord juridiquement contraignant à Durban et que la seule option possible consiste à s'engager pour une deuxième période d'engagement en vertu du

Protocole de Kyoto. Il a en outre proposé la création d'un groupe de travail ad hoc pour discuter des mesures juridiques à l'égard des parties qui ne veulent pas s'acquiescer de leurs obligations en vertu du Protocole et de la Convention.

Le représentant de la République tchèque a présenté un exposé sur la politique nationale en matière d'atténuation, soulignant une réduction de 32% des émissions de gaz à effet de serre de 1990 à 2009. Il a présenté the Emissions Trading Scheme comme étant l'un des principaux outils pour l'atténuation. Il a également déclaré que la modernisation du secteur de l'énergie dispose d'un immense potentiel d'atténuation, en raison de la dépendance actuelle par rapport au charbon. Il a proposé que les nouvelles directives de l'UE doivent se concentrer sur les structures non-ETS, y compris l'imposition éventuelle du carbone.

Le représentant des États-Unis a parlé du rôle rapport, de l'évaluation internationale et de l'examen dans la clarification des objectifs de réduction des émissions. Il a suggéré un processus de facilitation, plutôt que punitif, de l'évaluation internationale. Les États-Unis ont appuyé la création d'un processus avec: des rapports nationaux biennaux; la compilation des rapports; un examen par des experts; un rapport par l'équipe d'experts chargée de l'examen; l'évaluation internationale du rapport de l'équipe d'experts chargé de l'examen dans un processus de facilitation dans le cadre du SBI, avec des questions et des réponses écrites; et la compilation finale dans un rapport de synthèse par le Secrétariat.

Au cours des discussions, l'UE a déclaré qu'un système de comptabilité solide est nécessaire en plus de l'examen, et a déclaré que l'approche des États-Unis préconisant l'examen pourrait suggérer un système de règles post hoc dans lequel les parties décident individuellement, entre autres, sur l'ensemble des gaz à effet de serre, la comptabilité de l'UTCATF et le recours à des compensations. Il a exprimé l'espoir que les États-Unis offriront un objectif plus ambitieux, tout en les exhortant à respecter leur promesse.

Les États-Unis ont mis l'accent sur l'examen de l'objectif global à long terme prévu pour 2013, indiquant qu'il sera bénéfique pour les rapports biennaux, étant donné qu'actuellement, il ne sera pas possible de se prononcer sur la voie à suivre à partir des informations disponibles. Le représentant des États-Unis a également reconnu que les politiques actuelles de son pays ne permettront pas d'atteindre l'objectif de réduction des émissions, et, étant donné que la loi fédérale proposée n'a pas été adoptée, les travaux sont en cours pour mettre en œuvre des mesures de rechange.

La représentante du Secrétariat a présenté le document technique (FCCC/TP/2011/1) sur les objectifs de réduction des émissions des pays développés. Elle a souligné la nécessité pour les parties de fournir davantage des précisions sur les règles qu'elles attendent, dans la mesure où elles affectent la rigueur des objectifs et les hypothèses sur la méthodologie. Elle a conclu que, sur la base de leurs engagements actuels, les parties à l'Annexe I permettront une réduction globale des émissions variant de 13 à 18% par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2020.

Le PNUE a présenté parlé du Rapport sur l'écart en matière d'émissions, et a noté que pour une possibilité "certaine" de contenir l'augmentation de la température en dessous de 2 ° C, un niveau d'émission de 44 gigatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone sera nécessaire d'ici à 2020. Il a souligné que même les promesses les plus ambitieuses et les règles les plus strictes pour la comptabilité de l'UTCATF et les UQA excédentaires donnent un résultat de 49 gigatonnes d'émissions en 2020, et a mis l'accent sur l'écart de 5 gigatonnes entre les engagements actuels les plus ambitieux et ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif de 2 ° C. Il a déclaré que le PNUE envisage examiner ce que prévoient les modèles pour la résolution de l'écart, et sur les options pour réduire les émissions internationales, ainsi que les options des politiques nationales.

Le Réseau Action Climat a recommandé, entre autres: l'inclusion des réductions nettes des émissions nationales des pays développés; l'élimination des lacunes; et l'utilisation des

niveaux de référence historiques dans l'UTCATF. Il a conclu que si l'on attend que l'examen évalue ce qui a été réalisé pour prendre une décision sur la marche à suivre, il sera trop tard.

Au cours des discussions, un certain nombre de parties se sont félicitées du document technique du Secrétariat et la Norvège, la Suisse et l'UE ont déclaré qu'il serait utile de disposer d'un document similaire sur les engagements des pays en développement. Sainte-Lucie et la Bolivie ont souligné la nécessité d'améliorer le niveau d'ambition.

En conclusion, l'animateur de l'atelier, Garibaldi Fernandez, a souligné la nécessité de combler le «manque d'ambition." Il a également mis l'accent sur le rôle de l'information, de la comptabilité de l'UTCATF, des mécanismes du marché, des UQA excédentaires, de l'Examen international et de l'évaluation, et des conditionnalités des promesses.

### **GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES**

**GRUPE DE CONTACT DE L'AWG-LCA:** Au cours de groupe de contact de la matinée, les animateurs ont fait rapport sur les consultations informelles de mercredi.

Au cours des discussions, l'INDE, le VENEZUELA et l'EGYPTE ont souligné que la Décision 1/CP.16 demande à l'AWG-LCA de prendre toutes les mesures conformément aux Accords de Cancun, sauf indication contraire. Notant les mandats spécifiques de confier certaines questions au SBI et au SBSTA, ils ont indiqué que toute question sans référence explicite aux Organes subsidiaires doit être traitée par l'AWG-LCA.

Ils ont suggéré l'élaboration d'une modalité pour traiter les questions dans le cadre de l'AWG-LCA et décider de l'opportunité de renvoyer des questions aux Organes subsidiaires, si nécessaire, étant donné que l'AWG-LCA est responsable de l'ensemble final. Reifsnnyder, le Président de l'AWG-LCA, a déclaré que les consultations informelles se poursuivront et que le groupe de contact se réunira de nouveau vendredi matin.

**TECHNOLOGIE (AWG-LCA):** Au cours des consultations informelles du matin, les discussions ont porté sur la structure de la gouvernance et sur les termes de référence pour le CRTC.

A propos de l'organe de direction du CRTC, plusieurs parties ont souligné la difficulté à élaborer une structure de gouvernance précise avant de déterminer le champ d'application du CRTC et la structure d'accueil. Bon nombre de parties ont appuyé la création d'une institution d'accueil modeste, efficace et souple. Pour ce qui est de la structure de gouvernance du CRTC, les pays développés ont préféré une option qui ne crée pas un nouvel organe de direction, mais qui prévoit une petite équipe du Directeur général, installée au sein d'un organisme existant des Nations Unies, et dont les orientations stratégiques sont fournies par le TCE.

Plusieurs parties ont souligné la nécessité de définir la relation entre le TCE et le CRTC, ainsi que la relation entre le Centre et les réseaux. Les pays développés ont préféré ne pas attribuer de rôle de supervision au TCE sur le CRTC, tandis que les pays en développement ont proposé que le TCE joue un rôle de supervision.

Pour ce qui est des fonctions du CRTC, de nombreuses parties ont demandé des informations plus détaillées et ont souligné la nécessité d'inclure les rôles et les fonctions dans les termes de référence de l'institution d'accueil potentielle. Les consultations informelles se poursuivront.

**ADAPTATION (AWG-LCA):** Au cours des consultations informelles du matin sur l'adaptation, les parties ont échangé des vues sur la composition de, les modalités et les procédures pour, le nouveau Comité sur l'adaptation. Bon nombre ont souligné la nécessité de travailler rapidement et efficacement avant Durban.

De nombreux pays en développement ont demandé de se concentrer en priorité sur l'opérationnalisation du Comité sur l'Adaptation, et certains ont montré un intérêt pour l'élaboration d'un document technique pour aider à la poursuite des travaux. Les parties ont mis l'accent sur : établir le lien entre le Comité sur l'adaptation et d'autres institutions ; veiller à ce que la

composition du Comité fournisse une expertise en matière de modélisation, d'évaluation et sur les aspects sociaux, entre autres ; et la nécessité de la flexibilité.

Les parties ont également traité des plans d'adaptation nationaux et des liens avec le Fonds vert pour le climat. Plusieurs parties ont appelé à des précisions sur la séquence du travail et les rôles de l'AWG-LCA et du SBI. Les consultations informelles se sont poursuivies dans l'après-midi.

**VISION COMMUNE:** Au cours des consultations informelles de l'après-midi sur une vision commune pour une action concertée à long terme, des vues divergentes ont été exprimées sur le regroupement des questions inscrites pour examen, et certains pays en développement ont préféré débattre de toutes les questions de la même manière, plutôt que de les séparer en tâches à mettre en œuvre ou en questions à résoudre.

Parties ont également débattu de l'objectif global de réductions des émissions d'ici 2050. Il a été noté que la CdP a décidé d'examiner cette question à la CdP 17. Un certain nombre de pays développés ont présenté leurs objectifs nationaux de réductions des émissions, et plusieurs parties ont souligné la nécessité de permettre des années de plafonnement différentes pour les pays développés et pour les pays en développement.

Les parties ont par ailleurs souligné la nécessité: d'examiner l'ensemble des questions sociales et humanitaires; d'examiner le budget global du carbone en même temps qu'un objectif global ; d'un document de compilation préparé par le Secrétariat, compte tenu des données sur les plafonds des émissions et du principe de responsabilités communes mais différenciées.

Un certain nombre de délégués ont déploré le fait que des consultations informelles supplémentaires sur cette question n'aient pas été prévues et ont demandé plus de temps pour examiner la question avant de Durban.

### **DANS LES COULISSES**

Le jeudi, des mesures ont été prises pour se mettre au travail - «enfin», comme l'ont commenté de nombreux délégués. Le SBSTA a adopté son ordre du jour le matin et le SBI a emboîté le pas dans l'après-midi. Les nombreux experts qui se sont retrouvés en train de flâner dans les corridors et à sillonner les événements parallèles au cours des trois premiers jours de la conférence étaient visiblement soulagés: «C'est très coûteux et contre-productif pour les gouvernements d'envoyer des délégations importantes à ces réunions, alors que leurs experts n'ont rien eu à faire pendant plusieurs jours ; je suis donc soulagé qu'en fin de compte nous allons pouvoir faire quelque chose qui justifie notre présence ici », a commenté un délégué. Toutefois, alors que le bonheur était le sentiment général, certains ont déploré la perte dans le nouvel ordre du jour du SBI, de certains éléments pertinents des Accords de Cancun, tels que les éléments de MRV.

Dans les négociations à long terme, cependant, certains experts attendaient toujours une solution au dilemme entre le travail politique et technique, et

bon nombre avaient des craintes que rien ne serait résolu jusqu'à samedi, jour de la reprise de l'AWG-KP. Du côté de l'AWG-LCA, la journée a été assez occupée avec un atelier sur l'atténuation de plusieurs groupes informels. Certains groupes, tels que celui sur la vision commune, ont constaté qu'elles avaient déjà épuisé le nombre de périodes prévues pour les réunions. En l'absence de confirmation de réunions intersessions pour l'automne, les inquiétudes semblaient s'exacerber sur les perspectives de Durban. "Nous devons faire des progrès au cours des sept journées restantes de négociations ici, sinon, nous allons nous retrouver dans de l'eau chaude."